IIIme Année. — No 61. PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS Genève, 1er Novembre 1902.

LE RÉVEIL

SOCIALISTE - ANARCHISTE

SUISSE ET ITALIE :
ABONNEMENTS : Une année, Fr. 2.— Six mois, Fr. 1.—
Le numéro : 5 centimes

Rédaction et Administration :
6, RUE DES SAVOISES, 6
GENÈVE (SUISSE)

UNION POSTALE UNIVERSELLE :
ABONNEMENTS : Une année, Fr. 3.— Six mois, Fr. 1.50
Le numéro : 10 centimes

Les Illusions perdues

Tout est rentré dans l'ordre. La rue n'est plus agitée que par les accidents de tramways; seules les victimes que l'on transporte dans les pharmacies nous rappellent encore qu'il y eut une grève des employés suivie d'une levée générale des travailleurs affirmant leur solidarité. Les faits viennent jour après jour démontrer que les employés des tramways avaient raison contre la Compagnie, mais le public craignant de revoir les charges de cavalerie ne paraît pas s'émouvoir ni manifester son mécontentement. Le sang se mêle à la rouille des rails et aux pots de vin succèdent des pintes de sang. C'est dans l'ordre; l'ordre règne et le Capital triomphe derrière les baïonnettes de l'Etat.

Cependant, si l'ordre règne dans la rue, le désordre est dans les esprits. Cette levée en masse des travailleurs, cet abandon subit de l'outil, cette désertion de l'atelier, du chantier a jeté le trouble dans la quiétude bourgeoise. Comment, avec les faibles moyens dont ils disposent les travailleurs ont-ils pu en quelques heures mobiliser une pareille force? Pour se tranquilliser la bourgeoisie a eu vite fait de sortir ses formules ordinaires; les *meneurs* est un mot vite employé mais qui ne signifie pas grand'chose et n'explique pas surtout comment quelques individualités auraient une telle influence sans contact direct sur des milliers d'ouvriers. Comment l'influence capitaliste s'exerçant tous les jours, à chaque instant, n'a-t-elle pu contrebalancer celle que l'on accorde si facilement à quelques membres de la famille ouvrière? Comment ceux qui sont tous les jours obligés de baisser la tête sous le joug du Capital, pour conserver leur pain quotidien, ont-ils oublié tout à coup ces nouvelles fourches caudines pour aller se ranger sous la houlette des prétendus meneurs?

Autant de questions auxquelles il ne sera pas répondu.

Les travailleurs subissent moins l'influence des hommes que l'influence des faits. Leur internationalisme, né des nécessités de la lutte pour l'existence, les a disposés à s'intéresser à tous les faits de la vie ouvrière quel que soit le pays où se déroule leur action. Les grèves sont suivies anxieusement par les travailleurs et le moindre succès obtenu, fût-il purement moral, a une répercussion évidente sur l'éducation révolutionnaire du prolétariat. Lentement le travailleur a appris à connaître sese nnemis; il sait qu'un jour la lutte éclatera formidable et que le capital devra rendre gorge. Et ce jour il l'attend, il s'y prépare et les phases de la lutte économique dans les autres pays excitent au plus haut point son attention. De même la grève des tramways puis la grève générale ont dirigé l'attention des travailleurs du monde entier sur notre ville. Et c'est ainsi que la classe ouvrière acquiert le sentiment de sa force et se prépare toujours mieux à la lutte.

La bourgeoisie avait sans doute rêvé autre chose; nous le croyons sans peine. Elle pensait que le patriotisme aurait raison des velléités de revendications économiques, elle avait retapé ses chants patriotiques pour qu'ils parussent moins idiots; peine perdue, les travailleurs chantent maintenant l'*Internationale*. Elle croyait que la charité aurait raison du sentiment d'égalité qui a envahi l'âme prolétarienne; il n'en est rien, le volé voit un voleur dans le bienfaiteur qui s'insinue et il ne veut pas qu'on lui rende de la main gauche ce qui lui fut arraché au centuple de la main droite.

Alors, que faire? La bourgeoisie s'irrite, prend peur, passe par toutes les phases de ce trouble nerveux pour retomber bientôt dans les mêmes faiblesses et les mêmes erreurs que par le passé. Par la bouche de ses représentants les mieux qualifiés nous l'avons entendue compter encore sur le patriotisme comme sur un rempart et faire appel à la loi pour arrêter l'éclosion révolutionnaire. Pauvres gens! L'heure a marché. Pendant que vous vous voliez les uns les autres après avoir consciencieusement dépouillé le travailleur, celui-ci vous voyait à l'œuvre. Il sait de quel mensonge est fait votre patriotisme et quelles turpitudes se cachent sous son symbole. La loi! mais vous ne pouvez plus en édicter une seule qui ne soit une loi de préservation de caste et en forgeant de nouvelles lois, comme de nouvelles chaînes pour le prolétariat, vous hâtez encore votre fin en l'éclairant sur l'infamie de vos intentions.

Puis, ne voyez-vous pas que le respect de la loi devient problématique; les sanctions pénales ont beau être rendues plus dures, le mépris augmente avec elles.

Vous ne pouvez même plus compter sur le « soldat-citoyen » — deux mots accolés par un grossier mensonge — pour défendre vos intérêts de classe, car il aperçoit lui aussi, quel rôle pitoyable vous lui faites jouer. Votre dernière levée de boucliers en dit long sur la transformation qui s'est faite au sein du peuple et nous montre combien le militarisme y est pris en dégoût.

Et vous ajoutez encore par vos actes ineptes à la critique des institutions. Que prouve cette souscription pour les familles des soldats appelés sous les armes pendant quelques jours sinon que le service militaire est une source de ruine et de misères pour l'ouvrier. Merci, Messieurs, pour l'avoir dit en si bons termes; les « soldats-citoyens » arrachés pour des semaines à leur foyer ne manqueront pas de se servir de l'argument que vous leur avez donné en plus de votre aumône intéressée.

Il vous reste la religion, mais un des vôtres qui cherche ses inspirations au Moulin-Rouge entre Fleur-de-Mec et Grille-d'Egoût et que les bons moralistes n'ont pas manqué d'envoyer à Berne comme le plus digne, s'est chargé de nous rappeler que le sentiment religieux était bien éteint Espérons avec vous, bonnes âmes chrétiennes, que, dans ses pieuses escapades, il trouvera le moyen de le rallumer quelque peu.

Donc, trois mensonges: le patriotisme, la loi et la religion, voilà ce que les plus hautes intelligences bourgeoises ont trouvé comme remède à cet état de choses qu'ils déplorent aujourd'hui, parce que 15,000 travailleurs ont échappé pendant trois jours à la liberté de l'exploitation.

En attendant leur application c'est à la repression, à la basse vengeance contre les travailleurs, à l'inquisition patronale que les bourgeois ont fait appel. Ils se sont montrés sans pudeur et leur haine du peuple s'est exhalée sous les formes les plus viles. Les divergences politiques ont disparu pour ne plus laisser debout que des conservateurs hurlant à la mort. A part ces débordements d'insanités ils n'ont su que se lamenter sur la tristesse des temps présents et pleurer leurs illusions perdues; c'est bien là le signe de leur faiblesse irrémédiable.

Les travailleurs, en marche vers leur émancipation, ne s'arrêteront même plus à leurs menaces. Ils ont vu la bourgeoisie à l'œuvre et ils l'ont jugée. A une classe qui se meurt de peur à la première alerte, alors qu'elle est armée de toutes les forces sociales organisées, alors qu'elle s'appuie sur la tradition toujours puissante et sur les préjugés toujours vivaces, alors qu'elle détient en ses serres la richesse commune, les travailleurs opposent déjà une force nouvelle, hésitante peut-être, s'ignorant même aujourd'hui, pour rompre les digues demain et renverser les obstacles que veulent dresser contre elle les capitalistes unis dans une même pensée de réaction désordonnée.

Vains efforts! Les anciennes formules qui soumettaient le peuple dans une obéissance servile sont maintenant de nul effet. Le prolétariat que vous avez circonvenu jusqu'ici ne croit plus à la fatalité de son martyre, il pressent la fin de votre puissance et œuvre tous les jours pour la précipiter. A la foi religieuse qui lui montrait la mort comme terme à ses souffrances, il oppose la foi nouvelle, la foi en la vie qu'il faut savoir conquérir par la lutte, qu'il faut mériter par l'effort viril toujours renouvelé.

Allez-vous opposer, messieurs les jouisseurs de l'heure présente, de nouveaux mensonges à ceux qui s'effritent? C'est votre rôle sans doute, mais le temps en aura raison toujours et ils iront à leur tour grossir le nombre de vos illusions perdues. La fin vient pour votre classe et l'aurore des temps nouveaux pointe déjà à l'horizon.

G. H.

LES VAINQUEURS

La classe ouvrière de Genève, pour sauvegarder le droit d'association, que certains exploiteurs ont voulu lui ravir, s'était levée, tel un seul homme, et par un acte inoubliable de solidarité, dont le monde entier a été le témoin ému, a signifié aux puissants et aux possédants ses volontés émancipatrices. Ce que ni la loi, ni la constitution fédérale n'ont pu lui garantir, elle l'a demandé à la force de l'organisation syndicale et à la puissance de son action révolutionnaire.

L'affolement fut grand chez la bourgeoisie, lorsqu'elle a vu se dresser en face de sa corruption et de son iniquité, le prolétariat vaillant et robuste, décidé à la résistance énergique, résolu à la bataille. La spontanéité admirable et impétueuse du mouvement, sa grandeur morale et matérielle ont apparu à nos oppresseurs comme le signe annonciateur de la Révolution, qui doit les destituer de leurs privilèges et de leurs richesses. Prise de basse lâcheté et de terrible peur, la pieuse aristocratie genevoise s'est réfugiée, elle et ses coffres-forts, derrière les baïonnettes et les sabres de l'armée.

Et la réaction fut féroce, hideuse, impitoyable. Violant les lois au respect desquelles le gouvernement radicalo-socialiste a voulu nous rappeler, tout fut tenté par lui, il ne recula devant aucun moyen, pour écraser et vaincre le peupte. Le Conseil d'Etat perdit la tête se voyant submergé par le mouvement que lui-même, par sa complicité manifeste avec les tripoteurs internationaux de la Jonction, avait provoqué et déchaîné La bataille est terminée pour le moment, mais elle reprendra fatalement, étant données toutes les misères du peuple.

Dès que les messieurs de la presse purent reprendre leur sale besogne de calomnies et de mensonges, ce fut un chant de triomphe ridicule, une explosion de haine impuissante, accumulée par les quelques jours de silence que nous leur avions imposés.

Nous étions vaincus: l'*ordre* était rétabli, le cauchemar qui durant quatre jours avait pesé sur la bourgeoisie tremblante, s'était évanoui! Semblables au gamin qui dans l'immense solitude de l'épaisse forêt se sent envahi par la crainte, et pour se tromper lui-même, se met à siffler et a chanter, — nos possédants entonnèrent un hosanna pour avoir été sauvés d'une pareille calamité. La bourgeoisie, peut-être, se leurre elle-même sur la réalité des faits et sur la valeur des événements; mais son réveil plus tard sera d'autant plus brusque.

Non! les vainqueurs de la journée c'est nous. Le prolétariat organisé de Genève a donné aux travailleurs de tous pays le spectacle réconfortant de sa puissance et de sa grandeur. L'exemple est désormais fourni, l'expérience première est faite: la grève générale, avec toutes les vastes conséquences révolutionnaires qu'elle comporte, sera dès maintenant à Genève comme ailleurs, l'objet d'études passionnantes et multiples; le prolétariat se rendra inévitablement compte de la force irrésistible et libératrice de cet instrument de lutte. A mesure que grandira la connaissance exacte et se précisera la compréhension de ce moyen d'action, son utilisation deviendra plus décisive.

« Il faut un apprentissage en tout », dit un proverbe; cet apprentissage nous l'avons commencé et nous saurons utiliser pour l'avenir les enseignements féconds qu'il comporte. Nous y puiserons des énergies nouvelles et des audaces plus grandes, afin de marcher par la conquête des intelligences et la grève générale révolutionnaire à l'émancipation intégrale des travailleurs.

C. ST.

AUTOUR DES MINES

Le monde de la mine s'agite. C'était hier en Pensilvanie; c'est aujourd'hui en France; ce sera demain en Belgique; ensuite là-bas au au Simplon; puis ici et partout. La glèbe attachée au sol qu'elle fouille et remue obstinément depuis des générations, se décide à bouger. Le lent travail d'émancipation force tous les cerveaux. Tant mieux.

Et tandis qu'à St-Etienne ou à Montceau les « gueules-noires » cherchent à devenir des hommes, secouant leur joug séculaire, les bourgeois tremblent, inquiets, épouvantés, pleurnichards, mielleux, féroces. On empoigne tout: l'armée brutale et terrible, les hommes-tampons-collectivistes-égalitaires, les Basly ou Jaurès, le gouvernement, le patriotisme, la presse, l'académie; et on lance le tout contre les grévistes.

En effet, de quoi se plaignent-ils, ces ingrats? Ne sont-ils pas encore contents?

M. Emile Ollivier, l'homme au « cœur léger », ce cynique bienfaiteur, cette quintessence de bourgeoisisme, nous a dit l'autre jour ceci:

Enfant, le futur mineur va à l'école où on l'instruit gratuitement. Dès qu'il le peut, il descend dans la mine, à côté de son père, comme rouleur et freinteur; il apprend à manier le pic, à poser le bois; s'il est bon sujet, il deviendra dessinateur; à dix-huit ans, il est mineur, et détail touchant, le premier vêtement de travail lui est donné par la Compagnie.

Il se marie. On le loge dans une petite maison entourée d'un jardin pour quatre à six francs par mois et on lui accorde des avances pour en devenir propriétaire. On le chauffe pour rien. Les aliments sont sains et bon marché; on distribue parfois du pain et de la farine.

On l'occupe presque sans interruption; les crises industrielles font à peine baisser les salaires; le taux moyen oscille entre 3 fr. 70 et 5 francs.

Toutes les précautions sont prises pour le préserver d'accidents; il ne meurt qu'un ouvrier sur mille. Ce n'est rien.

Le mineur est-il blessé? On le soigne. Est-il infirme? Il a sa pension. Est-il vieux? Voilà sa retraite. Meurt-il? Sa famille touche un secours. C'est à se faire mineur:

Il a tout, puisqu'en résumé son pécule annuel s'élève à 2357 francs pour lui et pour les siens, ce qui représente — pensez donc — les 47 % de la somme attribuée comme dividende aux associés (qui possèdent les mines, mais qui ne font rien). (1)

Il a tout, ce sacré mineur; et pourtant il se met en grève. C'est encore ces socialistes, ces anarchistes, qui lui ont tourné la tête. Mort à ces fous, mort à ces bandits! l'anarchie, le désordre, la grève générale, l'hydre révolutionnaire.....

Eh! pas si vite, crasseux bourgeois.

Ecoutez encore la cloche plus juste d'un des vôtres, de Jules Huret, si vous voulez: (2)

... Pour rompre la glace, je demandais à l'ouvrier de me montrer son jardin.

Il consentit et sortit avec moi:

— Oh! un jardin! faut voir ça! vingt carottes, autant de navets et quelques pieds de pommes de terre? Mon aînée sème ici des pensées et des pois de senteur; ça l'amuse de les voir pousser.

— C'est la Compagnie qui vous donne ça?

— Qui nous le donne... Qui nous le donne... Qui nous le vend, vous voulez-dire! la maison et le terrain m'ont coûté 3500 francs.

— Vous aviez donc des économies?

— Vous riez! je verse tous les mois 40 francs pour m'acquitter, capital et intérêts, car on paie 5 % d'intérêts... Ah! c'est dur. Je gagne cent sous, 6 francs par jour en moyenne, comptez: on travaille entre 23 et 25 jours en moyenne, ça fait à peu près 140 francs qui me reviennent; il reste juste 100 francs à la famille. Si je fume quelques pipes tous les jours et que je prenne un verre le dimanche, c'est pas gras, c'est pas gras! oh! je ne me plains pas, je sais bien qu'il y en a de plus malheureux que moi, même ici.

— Ça doit être fatiguant votre métier?

— Pour sûr. Mais que voulez-vous? On s'y fait. Le pire, c'est qu'on ne mange pas parce qu'on n'a pas faim, les trois-quarts du temps...

— Comment pas faim, quand on travaille dix ou douze heures par jour?

— Oh! ça ne fait rien! rien ne vous goûte plus. La patronne, quelquefois, achète de la viande, parce qu'à la longue, les pommes de terre ça vous écœure... mais on ne peut pas toujours avoir de la viande.

L'ouvrier disait tout cela très simplement, sans aigreur, sans l'ombre de reproches dans l'accent; sa figure avait une continuelle expression de mélancolie et de tristesse, je lui demandai s'il n'était pas malade.

— Non pas trop, je n'ai pas d'appétit, voilà tout.

— Si vous tombiez malade, pourtant?

— Oh! faut espérer que non, mon Dieu! qu'est-ce que je ferais avec les 40 sous par jour de la Compagnie?

— Oui, qu'est-ce que vous feriez?

Il ne parlait plus. Je me reprochais de le torturer ainsi; mais je brûlai de savoir ce qui se passait dans sa tête à cette idée... Il finit par dire avec un inoubliable geste de désespoir et de résignation:

— ... Je les enverrai au pain.

— Mendier?

Un long silence suivit ces mots. L'ouvrier avait les regards perdus dans le vague, des regards qui paraissent se mouiller un peu. Je devinai qu'il se sentait malade et qu'il avait peur... je continuai:

— Vous devriez être tranquille, puisqu'il y a une caisse de retraite?

— Oui, je le sais bien! ma retraite de 20 francs par mois quand j'aurai soixante ans. Bien sûr que ça me servira si je vis jusque-là. Mais le plus pressé, c'est aujourd'hui! ah! c'te maudite maison qu'il faut payer tous les mois! c'est ça qui vous tue, ces quarante francs... Quelquefois, ils nous seraient si utiles, si utiles. Mais il n'y a pas à dire, si on ne paie pas, la Compagnie vous vend; il vaut encore mieux se serrer le ventre.

— Voyons, vous qui êtes si malheureux, vous n'auriez pas envie de voir changer tout ça?

— Ah! ah! si on pouvait! Il y en aurait des choses à faire. Ah! oui! il y en aurait! il y en aurait! répétait-il en grattant la terre du bout de son sabot..., si seulement on avait de quoi vivre! si les mioches pouvaient mauger tout leur saoûl! si on n'était pas fatigué!

— On n'a pas envie de se révolter un peu, de faire des grèves?

— L'ouvrier haussa les épaules, sa bouche se replissa railleusement:

— Ici? On y pense seulement pas. Ce qu'on veut, c'est conserver son ouvrage et gagner sa journée le plus longtemps possible... C'est plein de mouchards d'abord, et gare au premier qui aurait l'air de faire le malin! Dans le temps, il y a eu des réunions socialistes ici... tous les ouvriers qui y sont allés ont été ballayés, tous! pas ensemble, mais un à un, pour une raison ou pour une autre. A présent, on se méfie... Et puis,

(1) « Annales politiques et littéraires », n° 1008.
(2) « Enquête sur la question sociale »: interview d'un ouvrier du fief de Schneider, le décoré de Millerand, l'éminent homme de bien de « Cœur léger ».

on n'y pensepas, voyez-vous, à faire les méchants, ça n'avance jamais à rien, on n'est pas les plus forts, et puis, et puis... conclut-il avec un accent de découragement et de lassitude... on est trop fatigué !....

. . . . . .

... On est trop fatigué..., chaque fois que je relis ces mots mon cœur bat plus fort.

Trop fatigué ! sait-on ce que cela représente de misères accumulées, de labeur exagéré, de faim inassouvie, de faim et d'exploitation.

Et pourtant la révolte a grondé. Plus d'une fois depuis l'enquête de Huret la grève s'est déclarée. Nous la saluons et nous l'encourageons.

Mais rappelons-nous, qu'un simple hasard pouvait faire de l'un de nous, n'importe lequel, un de ces êtres qui sonde là les entrailles de la terre et tâte à coups de pioches ses flancs, féconds ou stériles ; un de ces forçats de la mine humide et boueuse, sombre et empestée, perfide et meurtrière. C'est l'agonie qui les attend tous, quand jeunes ils y descendent, plein d'espérances, de passion et de vie ! Sera-ce le grisou qui les couchera dans la nuit plus bas que le cimetière ? Sera-ce la fatigue qui peu à peu les emportera ?

Trop fatigué ! ces paroles me reviennent, me poursuivent et m'emplissent de haine — je comprends toutes les violences. W.

L'ACTION RÉVOLUTIONNAIRE

Introduction

Kropotkine, dans le *Révolté* du 8 mars 1879, écrivait : « Décidément, nous marchons à grands pas vers la révolution », et en maint endroit il prédit cette rénovation pour la fin du 19me siècle. Avant lui, Bakounine proclamait la même chose, et des bourgeois dont le nom brille dans les annales de la science, tels que Gervinus et Ferrari, avaient exprimé la même idée. Il serait trop long d'énumérer tous les auteurs libertaires, social-démocrates et bourgeois qui ont partagé cet espoir — ou cette crainte. Les uns argumentaient par analogies, les autres par raisonnements économiques, historiques, philosophiques, biologiques — tous, à l'époque où Kropotkine écrivait les mots par lesquels commence notre article, tous étaient d'accord que la révolution était inévitable et qu'elle devait se produire avant la naissance d'un siècle nouveau. D'incorrigibles optimistes — ou pessimistes — la voyaient encore arriver le 31 décembre 1900, et — grâce à un fétichisme numérique (héréditaire, certes, mais non moins étonnant chez des esprits libérés de tout autre préjugé) — étaient quelque peu étonnés que le soleil qui se levait le 1er janvier 1901 n'éclairât pas une terre affranchie définitivemeut de toutes les tyrannies du passé.

Bien avant la fin du siècle les anarchistes avaient abandonné la croyance en cette date prophétique ; ils avaient compris que l'évolution vers la révolution avait subi un arrêt et s'en étaient demandé la cause. Ils ont trouvé qu'elle provenait de deux catégories de gens : des fatalistes et des politiciens ; quelquefois aussi d'une réunion des deux en une seule série de personnes.

Nous nommons *fatalistes* les théoriciens qui prétendent que la seule force des conditions économiques causera le changement de la société entière (p. e. Marx, dans *Le Capital*).

Nous nommons *politiciens* les hommes qui soutiennent que c'est par la prise de possession des pouvoirs publics qu'on changera l'organisation de la société. Cette prise de possession peut être violente (Blanqui) ou pacifique (Bernstein).

Enfin, par une contradiction essentielle, nous avons les fatalistes politiciens, préconisant d'une part l'automatisme des changements sociaux, immanent à l'organisation économique, proclamant d'autre part la conquête du pouvoir législatif. (Marx, dans le *Manifeste communiste*, Plekhanoff, Jules Guesde, Bebel, etc.)

Voilà les hommes qui, par leurs théories, ont fait en bonne partie avorter la révolution. Nous n'attaquons pas leur sincérité, nous ne nous en prenons qu'aux fruits que leur doctrine a produits.

Bakounine a inventé, croyons-nous, le mot *endormeur*. C'est le nom qui convient aux théoriciens cités et à tous ceux qui se réclament d'eux : que le sommeil qu'ils prêchent soit absolu, puisque la concentration des capitaux amènera automatiquement « la Sociale », qu'on éveille le prolétariat tous les trois, quatre ou cinq ans pour lui mettre dans la main un bulletin de vote, qu'enfin on l'appelle tous les dix à douze ans à se faire tuer sur les barricades (1) après un « poutch » qui, même victorieux, est condamné à l'inefficacité, vu que les cerveaux sont mal préparés — le résultat est toujours le même : le sommeil et l'engourdissement.

Cette tendance, voulue ou non dans ses conséquences, a évolué ces dernières années ; tandis qu'auparavant la doctrine de la lutte des classes était un dogme pour toutes les écoles socialistes, elle a perdu de nos jours toute sa valeur pratique, elle n'est plus inscrite dans les programmes que par un traditionalisme curieux à constater chez des « révolutionnaires ». La véritable formule néo-socialiste a été exprimée au dernier congrès socialiste italien à Imola : *Prolétaires de tous les pays unissez-vous aux bourgeois !* Voilà, en effet, où est arrivé le socialisme légalitaire. En France, Millerand ; en Allemagne, von Volmar et Bernstein ; en Italie, Turati ; en Suisse, Wullschleger, Thiébaud et autres...

***

Parmi les *théoriciens* des mouvements révolutionnaires, il en est beaucoup qui appartiennent aux classes contre lesquelles la révolution se prépare. Citons au hasard, dans les révolutions religieuses Savonarola, Luther, Zwingli ; dans les révolutions politiques, Honoré-Gabriel Riqueti, comte de Mirabeau et l'abbé Sieyès ; parmi les théoriciens socialistes, le comte de Saint-Simon, Lassalle, Marx, Engels, Bakounine, le comte Tolstoï, le prince Kropotkine, etc., etc. Historiquement et biologiquement, ce phénomène est très compréhensible et ne nuit en rien au mouvement que ces hommes inaugurent, mais une bonne partie des « meneurs » socialistes ou appartiennent aussi à la classe combattue — ou y sont entrés. Sans vouloir en faire un crime aux premiers, nommons Jaurès, Lafargue, Singer, Vandervelde, Dr Victor Adler, etc. Inconsciemment, peut-être, les attaches bourgeoises restent assez fortes, chez la plupart de ces chefs, pour ne pas leur permettre une action vraiment révolutionnaire. Nous rappelons comme unique exemple la prédication du *calme* lors de la dernière grève en Belgique, et les conséquences de ce conseil.

Tandis que la force prolétarienne, comprimée par les digues de la bourgeoisie, grossissait et devait avant peu briser tout ce qui s'opposait à sa marche libre, les politiciens faisaient quelques petits canaux par lesquels s'écoule goutte à goutte le réservoir d'énergie qui allait être torrent et qui maintenant, divisé à l'infini, n'a plus d'autre fonction que de mettre en marche les moulins qui alimenteront la vie de la classe bourgeoise.

Voilà pourquoi la fin du 19me siècle n'a pas vu la révolution qu'on pouvait prédire, avec une certaine apparence de certitude, vingt ans auparavant : les prophètes avaient compté sans la « conquête des pouvoirs publics ». Ils ont payé cher cette erreur ; maintenant les véritables révolutionnaires comprennent de mieux en mieux que la bataille décisive contre la société capitaliste se livrera sur le terrain économique, et déjà les politiciens ont décidé d'utiliser ce mouvement comme tremplin électoral. Vilfredo Pareto a dit un mot fort juste (*Systèmes socialistes*, tome I, p. 71) : « Les grèves sont d'excellentes occasions d'avancement pour les politiciens, comme les guerres pour les militaires ».

Cette immixtion de l'élément politique dans les affaires économiques est une nouvelle dose d'opium pour le peuple. Le premier cachet l'a fait dormir pendant vingt ans ; son pouvoir narcotique est près de disparaître — vite une nouvelle cuillerée !... La panacée actuelle, en attendant la Sociale pour l'an 3000, c'est la grève pour la conquête du pouvoir législatif (Belgique, Suède), c'est la grève liquidée par l'intervention réglementée du gouvernement (législation sur les grèves, arbitrages du gouvernement, etc.)

Voilà le danger à combattre. Si la *nouvelle méthode* est victorieuse, malgré *les lois fatales de l'histoire*, malgré *l'assimilation progressive des idées sociales par la bourgeoisie*, malgré les fournées de députés socialistes aux Chambres diverses, le prolétariat continuera à se taire, toujours jeûnant et toujours obéissant.

Les conditions indispensables pour la destruction de la société capitaliste et pour l'avènement d'une société nouvelle plus satisfaisante pour l'énorme majorité des hommes, sont la connaissance exacte du but à atteindre et l'appréciation à leur juste valeur des moyens de combat. Dans une série d'articles nous tâcherons d'éclairer quelques points de ces questions vitales pour l'action révolutionnaire. O. K.

(1) Depuis la mort de Blanqui les mouvements révolutionnaires ayant uniquement pour but la conquête des pouvoirs ne présentent plus, en France du moins, les retours périodiques du passé ; les disciples de l'*Enfermé* se contentent de détenir quelques sièges de députés qui satisfont à n'en pas douter leur ardeur révolutionnaire.

(*Note de la R.*)

PLANTE PARASITE

Le robuste chêne sortait de son sommeil d'hiver. Il n'était cependant pas complètement éveillé, oh non, il s'en fallait encore de beaucoup. Il lui semblait pourtant que l'hiver avait passé, que le printemps était venu, et il sentait remonter sa sève. Noyé dans l'air du printemps il était là, nu encore, tout à fait nu. Au sommet, cependant, il y avait un peu de verdure : c'était un buisson de gui. Ayant fait pénétrer ses racines sous l'écorce et dans le bois du chêne, il en recueillait et absorbait la première sève.

Quoique pas entièremeni éveillé, le chêne l'était suffisamment pour en ressentir du malaise, qu'il exprima, presque inconsciemment, par un singulier tressaillement de ses branches. Le buisson de gui comprit aussitôt ce que le chêne exprimait. Le tressaillement des branches n'avait, il est vrai, rien d'inquiétant pour lui, car il était bien cramponné ; mais grâce à la perspicacité subtile, commune à tous ceux qui sont d'une haute naissance, il devina tout de suite la signification de la manifestation.

« Ingrat ! — commença le gui — au lieu de te réjouir d'être orné de verdure, tu es mécontent. Regarde autour de toi : tout y est encore dépouillé et nu. Insensé, sois fier de moi qui suis ta parure ! »

Ce discours irrita le chêne ; il agita ses branches plus violemment. Indigné le gui s'écria : « Oui, c'est bien comme cela que vous êtes, gaillards sans savoir-vivre, sans culture et sans intelligence, insensibles au noble, au beau ! Sans autres soucis que les intérêts les plus bas, les plus matériels ! Que feriez-vous sans nous ? Mais vous n'en comprenez rien, et, à vrai dire, on ne peut vous en faire un crime. D'où auriez-vous appris qui je suis et ce que je suis ? Sacré déjà aux Chaldéens, sanctifié pour les Hellènes, mentionné avec vénération craintive dans l'Edda, adoré par les Druides, redouté par..... »

Le gui n'avait pas besoin de continuer : depuis longtemps le chêne avait abandonné toute tentative de s'en débarrasser.

Ce que le gui avait dit de la parure, c'était une blague ; le chêne comprit qu'il aurait verdoyé si les sèves qui parvenaient au gui l'avaient nourri lui-même, et qu'ainsi il se serait facilement passé de la parure étrangère. Mais le gui était saint — saint depuis de longs siècles ; alors il n'y avait plus rien à faire

Le chêne ne dormait plus, cependant il n'était pas complètement éveillé, oh non, il s'en fallait encore de quelque chose, de beaucoup même.

Extrait de Fritz : *Fabeln und Erzählungen.*

SOIR DE BATAILLE

La grève est terminée, le juge, machine à découper, a fonctionné et a laissé tomber sur les prévenus, calibrés et s'adaptant parfaitement à chacun, jours de prison en chiffres variés et amendes diverses. Le législateur ou l'ingénieur avait préalablement tendu le régulateur sur ce point du cadran. — Troubles de l'ordre public ou grève. — Les délinquants apprennent donc que proposer, déclarer la grève et dire : « Sacré cochon » au gendarme qui les assomme, c'est troubler l'ordre public, ils ne reviennent pas de leur étonnement, car, disent-ils, nos grands chefs nous ayant donné le droit d'association, et celui de travailler, ils ont dû également nous faire cadeau du droit de refuser notre travail.

Est autre l'avis du Conseil d'Etat, car, ces derniers temps, « la plus haute autorité du pays » a considéré la grève générale comme attentatoire à la liberté de l'exploitation et par ce fait susceptible de troubler, ce qu'il a baptisé l'ordre ; si vous ajoutez à l'horreur de l'abandon du travail, les brutalités de la police, les violences des soudards à pied, à bicyclette ou à cheval, vous vous direz qu'en effet l'ordre a été troublé.

Quant aux faibles résistances opposées à la force armée, aux injures adressées aux paires de poings et de bottes que Didier et Odier ont félicité, elles sont venues d'individus bien conscients et qui, s'ils ont traité un mouchard de « sale crapule », l'ont fait de bonne foi et dans toute la sincérité de leur âme si imméritée que cette injure puisse nous paraître, la faute n'est en rien imputable à Bertoni, Steinegger et Croisier.

Il y a eu dans cette grève de quoi affoler et les pouvoirs publics et la crème de la population, car la lie se proposait rien moins que de leur arracher leur liberté séculaire ; il a bien fallu tous les bons citoyens, tous les affables gendarmes, les suaves mouchards, les mystiques gardes-champêtres et surtout les guides élégants, pour la maintenir dans le droit chemin. La liberté est sauvée maintenant, car le juge a condamné pour crime de lèse-majesté (injure à l'adresse du Conseil d'Etat), frappé de prison et d'amende pour blasphème (outrage à l'armée) ; un étudiant qui a dit : « C'est dégoûtant », a été puni comme « jeteux » de sort aux agents.

Etrangers inconnus et pauvres, naturellement (les riches trop connus arrêtent la justice), ont été saisis de grand matin, au lit ou à leur travail et, jetés, affamés et à peine vêtus, sans un sou, à la gueule des polices étrangères.

Alors, toutes les chorales au plastron empesé de patriotisme, tous les pieds-plats qui se marchaient parmi à Gœschenen, tous les fils de Tell à billes de loto d'entonner,

« La liberté repose sur nos monts. »

Nous sommes heureux de constater le détraquement mental de nos maîtres, et combien de citoyens, aveugles jusqu'ici, en sont stupéfiés, combien de travailleurs insouciants ou j'm'en-foutistes sont allumés par des espoirs tout à coup jaillis à leur horizon, combien se rendent compte aujourd'hui que la liberté n'a jamais foulé le sol helvétique, elle est trop grande, elle est trop belle, pensent-ils, pour risquer de se souiller près de nos marchands de soupe, empoisonneurs, et de leurs larbins. Les pauvres, les réprouvés reconnaissent que l'ordre public, c'est la table toujours servie devant l'exploiteur, c'est, à son ombre, la digestion béate du bourgeois, ils comprennent, les deshérités, qu'ici, comme en Russie ou au Brésil, la loi assure le grand voleur contre les revendications des dépouillés, la prison ne reçoit, en tous pays, que le malfaiteur qui s'est emparé de son nécessaire, délit que toute la nature approuve.

Pour armer les ouvriers contre leurs frères, les chefs de boucheries ont évoqué « l'amour sacré de la Patrie », phrase idiote que les savants de l'avenir graveront sur les crânes d'anthropoïdes.

O Patrie ! Nous te voyons déjà ce soir de bataille, idole visqueuse et pouffiasse, t'enfoncer dans le sang de tes tueries, tout ton passé pue et grouille de vermine, sur laquelle bourdonne la mouche bleue galonnée d'or. Englue-toi, o Patrie ! dans le pus des champs d'honneur, dans le fumier des raisons d'Etat et que bientôt plus rien n'émerge de toi, sur le vomissement des politiciens.

Ainsi soit-il ! R.

MORALITÉ BOURGEOISE

Le journal la *Fédération horlogère* contenait, dans un de ses derniers numéros, une annonce-réclame pour la vente en gros de la *montre lubrique*. Le monsieur qui fabrique cette spécialité ne pensait nullement qu'il y eut dans cette annonce de quoi éveiller les susceptibilités des lecteurs du journal qui l'avait publiée. Du moment que ce genre de montres se fabrique, c'est qu'il est demandé, n'est-ce pas ? Par conséquent l'offrir à ceux qui peuvent l'acheter pour en faire le commerce, quoi de plus normal, je vous le demande.

Eh bien, il s'est trouvé des gens pour y trouver à redire et, c'est là où l'on voit bien la moralité bourgeoise, pour trouver... que l'adjectif était mal choisi. Après quelque hésitation, le fabricant, averti du scandale qu'il causait en disant la vérité, s'est avisé d'un changement qui satisfait maintenant la moralité bourgeoise la plus chatouilleuse ; la montre, restée la même dans ce qu'elle offre à l'acheteur, se dénomme depuis *la montre comique*.

Tout est donc sauvé et le bon renom de notre pudeur nationale n'aura plus à souffrir. La montre, dont le mouvement recèle quelque ignoble tableau, continue à se fabriquer « puisqu'elle est demandée », mais son titre a changé. Tout est là.

C'est toujours un touchant spectacle de voir nos bons protestants s'effaroucher des restrictions mentales des jésuites, mais où trouver, je vous prie, un cas aussi caractéristique que celui-ci ?

Allons, encore un bon point pour la morale bourgeoise !

Monarchie et République

Ce n'est pas sans hésitation que nous nous sommes décidés à publier l'appel suivant, que le *Groupe d'entente révolutionnaire pour la grève générale*, fondé récemment en Belgique, a bien voulu nous communiquer. En effet, quoiqu'il ait été librement publié, répandu et reproduit par deux journaux dans une monarchie cléricale, nous ne sommes pas sûrs que dans *le pays le plus libre du monde*, dans la Suisse républicaine, les autorités judiciaires ne s'en émouveront pas. L'essai vaut la peine d'être tenté. Il est certain que si la *justice* genevoise avait pu produire un pareil document pour prouver sa fantastique accusation de crime contre la sûreté intérieure de l'Etat, toutes les peines prévues par les différents codes, cantonaux et fédéral, auraient paru insuffisantes. L'avis de M. Kronauer sur l'appel de nos camarades belges ne nous déplairait pas, pourvu qu'il n'entende pas le formuler en un réquisitoire de trois heures. Rien de plus terrifiant que l'éloquence du procureur fédéral, s'attachant à prouver le délit d'avoir répandu la *terreur* !

Voici cet appel :

Au Peuple,

La classe ouvrière de Belgique vient de faire une nouvelle et sanglante expérience de la politique de compromissions, pratiquée, à l'encontre de ses intérêts, par les dirigeants de la social-démocratie.

Un lent travail d'émasculation du peuple habilement mené par des arrivistes, avait dès longtemps asservi le prolétariat aux pires caprices d'une campagne honteuse de bassesses, ce, pendant que les intérêts de classe des travailleurs étaient sacrifiés aux ambitions politiques des meneurs.

Les derniers événements en sont un nouveau mais douloureux témoignage.

Ceux-là même qui, il y a quelques mois, poussaient les prolétaires à la révolte, sans détours, sans phrases ; ceux-là qui ne voyaient d'autres remèdes aux misères des ouvriers que la conquête immédiate du Suffrage universel, même par la force insurrectionnelle ; ceux-là, au bout de quelques jours de luttes, retournaient leurs papiers, changeaient de procédés et s'appliquaient à faire crouler la grève dont ils étaient les fiers apôtres au début.

Et c'est au moment suprême, alors que le sang ouvrier coulait, que les chefs ordonnent au servilisme populaire de cesser la lutte.

Peuple,

Il faut en finir avec ces mauvais bergers qui osent préparer des candidatures avec le sang des travailleurs.

Il faut en finir avec cette tactique renouvelée de Gribouille qui consiste à crier : Debout, à l'esclave à genoux, pour le précipiter ensuite à plat ventre sous le talon de l'exploiteur.

Il faut en finir avec ces politiciens, et que la situation sociale apparaisse claire et nette au monde travailleur.

En haut, les classes dirigeantes, représentant le principe d'autorité, accaparant toutes les branches de l'activité humaine.

En bas, le peuple représentant le travail et réclamant la liberté, le peuple esclave de l'autorité, esclave de l'industrie, esclave de la loi, le peuple gouverné et exploité qui lutte perpétuellement contre la hideuse misère, les monstruosités du pouvoir et contre les vexations humiliantes du patronat.

Dans la lutte des classes, la légalité est sans issues, il faut en revenir aux action viriles.

Travailleurs,

L'ouvrier, de quelque côté qu'il se tourne, n'a que la misère pour horizon.

Le Suffrage égalitaire ne lui donne pas à manger, cela profite aux seuls élus. C'est aux patrons et aux gouvernants, ainsi qu'à tous les soutiens de la société : juges, policiers, ministres et députés, que nous devons nous en prendre de ces crimes de lèse-humanité.

C'est en supprimant toutes leurs institutions que nous arriverons à la liberté absolue et à l'égalité sociale.

Nous ne devons pas discuter avec qui nous font mourir de faim, nous devons les abattre.

Ouvriers,

Ce n'est que par la violence que vous arriverez à vous faire écouter !

Ce n'est que devant la force que vous verrez trembler et pâlir ces bourgeois aussi lâches que féroces qui, aujourd'hui, insultent à nos souffrances. Ce n'est que lorsqu'ils auront à craindre l'assaut de leurs usines et de leurs propriétés que les exploiteurs feront droit aux revendications du peuple.

Compagnons, Camarades,

Il n'y a qu'un moyen pour réduire la réaction

à l'impuissance, c'est la Grève générale avec toutes ses conséquences révolutionnaires.

La grève s'étendant à tous les métiers, à toutes les industries ; la grève englobant dans un même mouvement de révolte les insoumis au patronat et les réfractaires à la caserne.

Tout le peuple debout, la classe ouvrière en lutte contre ses exploiteurs, avec tous les moyens trouvés par la science.

Les éternels exploités abandonnant enfin la résistance passive, vaine et criminelle, pour se dresser, résolus à l'action, au devant de leurs oppresseurs, feront table rase du régime odieux de despotisme, de tyrannie et d'exploitation qui pèse sur le prolétariat.

Telle doit être la signification de la grève générale.

Peuple ouvrier,

Au milieu de cet état social où tout est contrainte, où le travailleur est ravalé au rang de la brute faite pour manger, trimer et dormir, l'entente révolutionnaire vous adresse un ardent appel à la lutte émancipatrice d'où jaillira l'étincelle donnant au monde du travail, le signal de la rénovation sociale par la Grève générale révolutionnaire et libératrice

Camarades, tous debouts et au meeting.

A bas l'oppression. Vive la Grève générale,

Pour l'Entente Révolutionnaire de Bruxelles.

LAUPY, Jean HARDY.

DERNIÈRE BAVE

Lors de la dernière foire électorale, les deux paladins de la finance genevoise, j'ai nommé MM. Richard et Ador, se sont livrés à une véritable débauche oratoire.

M. Richard — ce personnage d'honnêteté financière — s'est écrié, dans un bel élan de lyrisme, à propos de naturalisation, qu'il fallait repousser « ceux qui tendent la main aux cambrioleurs ». Je vois l'enthousiasme de son auditoire composé de banquiers, d'agents de change et de larbins de bonnes maisons ; j'entends les applaudissements de ces « honnêtes gens ». Quel beau spectacle et combien instructif. Eh bien, voyez comme je suis difficile, si j'avais à serrer des mains, je préférerais de beaucoup celles des cambrioleurs à celles du « vertueux » M. Richard et de son acolyte Ador.

Le cambrioleur me paraît beaucoup plus respectable que ces deux champions de la conservation sociale. D'abord, le cambrioleur risque quelque chose, tandis que le gibier de finance, dont ces deux faiseurs sont les plus suaves échantillons, travaille abrité par le code et au besoin par les baïonnettes de l'Etat, comme nous en avons vu dernièrement l'écœurant spectacle.

Quant à l'autre, le ploutocrate Ador, il était dans un véritable accès de *delirium tremens*. La grève générale l'a rendu à tel point furieux, qu'il en avait oublié sa croix de la légion d'honneur. « La grève générale, s'est-il écrié, est un acte monstrueux qu'il faudra empêcher par des lois, si nos lois actuelles ne suffisent pas ».

Il n'a même pas le mérite de la nouveauté, ce vieux barbon, et le colonel Secrétan, le rédacteur de la *Gazette de Lausanne*, nous avait, avant lui, menacé déjà de cette avalanche de lois nouvelles.

Ils finiraient par être drôles, ces gens-là, si on ne les savait foncièrement crapules. Ce qui nous paraît monstrueux, c'est cette prétention à vouloir enrayer par des lois la marche du prolétariat. Pauvres gens, depuis qu'ils en fabriquent des lois il semble qu'ils auraient dû s'apercevoir de leur peu d'effet préventif. Allons, ils sont décidément bouchés à l'émeri ces défenseurs du vol légal.

LA BONNE LEÇON

Nos gouvernants et la bourgeoisie, dont ils sont les humbles serviteurs, croient avoir donné au peuple une leçon, et je me garderai bien de le contester. Au contraire, il me semble utile d'examiner la portée de cette leçon, afin de savoir dans quelle mesure nous devons être reconnaissants à nos *maîtres*.

Personne n'osera contester que le progrès ne peut se comprendre que par l'élévation graduelle du prolétariat à une vie plus aisée et plus intellectuelle. La misère et l'ignorance, voilà les maux dont souffre la grande majorité des travailleurs Il en résulte que le programme de tout homme, non aveuglé par un égoïsme féroce ou un esprit imbécile de domination, doit se résumer ainsi : *toujours plus de pain et plus d'instruction*. Ce qui presse surtout, c'est d'améliorer les conditions économiques dans la mesure, et elle est minime, que les institutions actuelles le permettent. Ce grand mouvement syndical qui s'est manifesté ces dernières années a dû forcément borner son but à quelques petites augmentations de salaires ou diminutions d'heures de travail. Mais il est certain que par la suite, il s'attachera à la solution de questions autrement importantes.

Le prolétariat, après avoir lutté tout le siècle dernier pour conquérir les droits d'association et de coalition, entend aujourd'hui s'en servir pour la défense de ses intérêts. Détourné quelque temps par les mirages trompeurs de la politique, il paraît vouloir se ressaisir et livrer ses batailles sur le terrain économique.

Ce fait n'a pas échappé à l'œil vigilant de nos maîtres, qui veulent bien nous accorder toutes les libertés, à condition que nous ne nous en servions jamais. Ils en permettent tout au plus un usage restreint, de nature à ne pas blesser leurs intérêts de classe ; sans quoi ils parlent tout de suite d'abus, de licence et même *d'illégalité*. Dans le cas où celle-ci ne peut être prouvée, même moyennant quelque petite entorse aux textes, ils s'empressent de forger de nouvelles lois proclamant délictueuse toute action qui menace même indirectement leur puissance économique. Ainsi, MM. Ador et Richard nous ont déjà laissé entrevoir quelques nouvelles dispositions législatives contre les grèves, et il est certain que les radicaux, flanqués peut-être aussi de quelques socialistes, s'empresseront de les voter.

Il est, d'ailleurs, parfaitement ridicule de parler d'une liberté quelconque, tant qu'il existe un pouvoir disposant de la force armée pour la violer. Les autorités étant irresponsables en fait, sinon en théorie, ne s'arrêtent devant aucun acte arbitraire, et la dernière grève à Genève nous en a fourni nombre d'exemples.

Ce n'est pas tout. Proudhon qui, en 1848, avait eu la mélancolique idée d'entrer au Parlement, daus ses *Confessions d'un révolutionnaire*, a fait cet aveu important entre tous :

La plupart de mes amis de la gauche et de l'extrême gauche étaient dans la même perplexité d'esprit, dans la même ignorance des faits quotidiens. On ne parlait des ateliers nationaux qu'avec une sorte d'effroi ; car **la peur du Peuple est le mal de tous ceux qui appartiennent à l'Autorité, le Peuple, pour le pouvoir, c'est l'ennemi.**

Cette vérité, confirmée par les faits de chaque jour, n'a malheureusement pas été comprise. Dès que les gouvernants voient naître une agitation au sein du peuple, ils ne se soucient nullement d'en rechercher les causes, d'abord, et le remède à y apporter ensuite. Le peuple les épouvante, car au fond ils sont étonnés eux-mêmes qu'il puisse endurer tous les maux qui l'accablent ; d'ailleurs, ils croiraient déchoir en traitant avec lui, ils veulent simplement le dominer. Tant que cette domination est supportée sans la moindre protestation, tout est pour le mieux dans la meilleure des républiques ; mais dès que les citoyens murmurent et s'agitent, le pouvoir, jetant son masque d'hypocrisie respectueuse, se dresse farouche contre le peuple, auquel il reproche de vouloir troubler *l'ordre*... Messieurs les gouvernants se réclament même d'une phrase célèbre de Gœthe : « J'aime mieux une injustice qu'un désordre ». Et le plus grave *désordre* que puisse commettre un peuple est précisément celui de réclamer un peu plus de pain, une amélioration de ses conditions économiques. Demandez des droits politiques : vous pourrez les obtenir après une attente plus ou moins longue, faite pour leur donner une valeur apparente à défaut d'une valeur réelle. Mais exiger que tout le monde puisse manger à sa faim, c'est le véritable renversement de *l'ordre* social, qui veut des riches et des pauvres, des jouisseurs et des meurt-de-faim.

Aussi, tout mouvement économique a-t-il toujours pour adversaires odieux, lâches et impitoyables les hommes qui sont au pouvoir, même s'ils appartiennent à cette *gauche* ou *extrême gauche* dont parlait Proudhon.

Les faits qui se sont produits lors de la dernière grève ne m'ont personnellement pas surpris : l'accusation absurde de crime contre la sûreté intérieure de l'Etat ne nous a été lancée que pour justifier une arrestation illégale ,jamais les fantoches de la justice n'y ont cru un instant. Il s'agissait de frapper un grand coup, de *donner une leçon*, et nous avons été visés comme porte-paroles des grévistes.

Seulement, la leçon a une autre portée que celle que nos gouvernants en attendaient. C'était un acte de faiblesse et de peur, en même temps qu'un véritable encouragement donné à l'intransigeance criminelle de la Compagnie. Celle-ci, en effet, après l'arrestation du Comité de grève, a refusé aux employés qu'elle ne reprenait pas, le mois de traitement promis la veille. Le beau résultat que voilà : priver deux cents travailleurs congédiés d'une indemnité *légale !* Ces messieurs osent tout de même écrire dans leur organe, le *Genevois*, qu'ils « combattent pour le progrès économique et social, pour la justice, pour l'équité, pour une égalité de plus en plus grande..... » Une impudence et une inconscience pareilles ne peuvent être dépassées.

Pour que votre fameuse leçon vous profitât, il fallait, Messieurs les législateurs, démontrer au peuple que la loi peut lui être utile ! Or, c'est le contraire qui a été prouvé. Il fallait aussi convaincre les travailleurs que l'action légale, la grève pacifique, peut donner des résultats, quelques minimes soient-ils ; mais il n'en a été nullement ainsi.

Ne savez-vous pas que la propagande anarchiste a pour but de démontrer que la loi est toujours nuisible au prolétariat et que l'action légale est sans issue? La leçon que vous prétendez nous avoir donnée n'enseigne-t-elle pas ces deux vérités, encore trop méconnues par les travailleurs ?

Allez, Messieurs les dirigeants, votre leçon nous coûte cher, il est vrai ; mais elle n'en est pas moins bonne. L. B.

P.S. Quelques amis et connaissances bien intentionnés se sont étonnés que le camarade Steinegger et moi n'ayions pas donné une suite légale à notre protestation pour les coups et les brutalités des agents et gendarmes chargés de nous arrêter. Sans vouloir entrer dans d'autres détails, je me bornerai à confirmer ici ce que j'ai écrit dans des lettres particulières. Il ne serait peut-être pas difficile de trouver des témoins du fait, mais je n'entends déranger personne pour paraître devant la justice ! Je comprends trop bien qu'on éprouve un haut-le-cœur à le faire.

C'est contre l'arrestation elle-même que nous protestons, bien plus que contre la façon dont elle a été accomplie. Un individu, policier ou gendarme, qui se charge de donner la chasse à l'homme, ne peut être qu'une brute agissant en conséquence. Il eût été, d'ailleurs, profondément ridicule de demander à ceux-là mêmes qui venaient d'ordonner une mesure injustifiée contre nous, de réprimander ou punir leurs agents ! Messieurs les magistrats s'en seraient servi comme d'un éclatant témoignage de confiance que nous leur donnions. Pour avoir présenté une demande de mise en liberté provisoire, M. le Procureur n'a-t-il pas prétendu que je rendais ainsi hommage à la justice ! Etrange raisonnement ! Choisir de deux maux le moindre, c'est exalter le mal. Payer à un brigand une rançon pour recouvrer sa liberté, c'est approuver le brigandage. Non, ces procureurs sont vraiment extraordinaires ! Heureux encore lorsqu'ils ne vous accusent pas en tudesque comme M. Kronauer, car dans notre pays nul n'est censé ignorer non seulement la loi, mais même l'allemand. L. B.

Pour paraître sous peu :

Chansonnier de la Révolution

Petit volume cartonné de 96 pages, contenant soixante chansons de différents auteurs

Prix : **30** centimes

Une Colonie Libertaire en France

Nous avons reçu l'article suivant que nous insérons à titre purement documentaire :

Des camarades de Paris ont lancé, il y a peu de temps, le projet de fonder une colonie communiste libertaire en France, sous le titre de « Société instituée pour la création et le développement d'un milieu libre en France ».

«Il importe, dit la circulaire envoyée à cet effet, de déclarer que le *but* de l'association est essentiellement économique ; c'est-à-dire tendant à prouver que des individus groupés sur un fonds commun, dans la liberté absolue, *en camaraderie*, peuvent produire au moins autant qu'ils consomment. La philosophie, la moralité découlant de l'expérience est affaire de conclusion personnelle à chacun des co-associés ».

Toutes les objections ont été discutées à fond, tous les points ont été arrêtés, notamment la question de la femme et de l'amour, le tirage au sort pour l'admission des colons, la constitution de la colonie au point de vue légal et fiscal, la partie financière, etc... Mais, dira-t-on, pourquoi tenter une nouvelle épreuve, puisque d'autres essais de vie anarchique ont échoué ? Il faut en bien connaitre les causes, c'est ce qu'explique encore la circulaire :

« Aider à la création d'un milieu en marge de la société actuelle a été et est encore la préoccupation de bien des esprits ; mais les difficultés du commencement d'exécution sont si grandes que toutes les conceptions sont rarement sorties de la période préparatoire qui a duré quelquefois toute l'existence de celui qui l'avait conçue.

Cependant nous avons eu *l'Icarie* de Cabet ; *la Cécilia*, et quantité d'autres groupements plus ou moins libres, plus ou moins éphémères, et une preuve que cette question de milieux libres préoccupe les cerveaux, c'est que les écrivains y sont intéressés. Par exemple, *la Crécherie* dans *Travail*, d'Emile Zola et *la Clairière*, de Lucien Descaves, qui, au Théâtre Antoine, a, pendant plus de cent représentations, soulevé l'enthousiasme d'nn public, qui n'était pas en entier d'avant-garde.

« Diverses raisons ont amené la disparition des milieux libres. Les principales furent celles-ci : en premier lieu, ceux qui les constituèrent y engagèrent tous leurs capitaux, lesquels, employés dès le début pour la période d'installation, ne permirent pas le maintien d'une œuvre de longue haleine ; en second lieu : la vie d'un gronpe d'individus sur un territoire restreint, avec un capital agricole et industriel minime, créait une promiscuité entravant la bonne marche de la tentative. En effet, un coudoiement répété et inévitable ne peut qu'irriter les caractères et entraver les initiatives, enfin, ces essais furent tentés dans des pays d'outre-mer, nécessitant ainsi une transplantation d'éléments humains, qui ne pouvait être avantageuse ; enfin, disons-le bien haut, les colonies communistes furent presque toujours établies d'après un plan et des règles conçus *à priori*. A toutes ces causes, il convient encore d'ajouter la politique. »

Nous doutons fort que cette nouvelle tentative soit réellement « en marge de la société ». De plus, *nous ne croyons pas* que « cette question des milieux libres préoccupe les cerveaux» tant que ça. Rappeler *la Crécherie* de Zola et *la Clairière* de Descaves, ne nous paraît pas non plus très heureux. En effet, cette partie du roman de Zola n'est qu'un pur rêve et la pièce de Descaves est précisément une critique de ces tentatives communistes dans un milieu encore imbu de préjugés bourgeois et sous un régime économique avec lequel il faudra bien compter, quoiqu'il en soit des explications données.

Si l'*a priori* des plans et des règles des précédentes tentatives ont été une des causes de l'insuccès généralement constaté, la brochure annoncée « exposant la vie » dans une colonie qui n'en est encore qu'à l'état de vœu formulé par quelques-uns, ne nous semble pas être d'un positivisme à l'abri des mécomptes.

D'une façon générale, nous regrettons sincèrement que les énergies associées de nombreux camarades, aillent à la réalisation d'une forme de groupement qui n'aurait pas, même si elle pouvait durer, la puissance d'exemple que ces camarades en attendent, pas plus qu'elle ne serait une preuve de la liberté qu'aurait chacun de penser et d'agir suivant ses aptitudes propres.

Enfin, s'il est relativement facile de fonder une colonie alors que c'est, à un moment donné, la volonté unanime d'un groupe d'individus, il est plus difficile de la faire vivre, l'infinie variété des caractères entrant aussitôt en lutte et se manifestant par une opposition irréductible. Il faudrait aussi unanimité de conception, de vues, de tendances intellectuelles et morales, mais alors, s'il y avait affinités semblables dans une colonie, ce serait encore la mort par l'absence de contraste qui est aussi un élément de vie.

Pour dire toute notre pensée nous ne pouvons voir dans cette tentative qu'un perpétuel recommencement amené par la lassitude d'une longue propagande dont les résultats, très appréciables, ne sont cependant pas tangibles et aussi par un besoin de quiétude qu'ont les hommes arrivés à un certain moment de leur vie, quoique escortés peut-être par des jeunes dont l'inexpérience est la meilleure excuse.

G. H.

BROCHURES FRANÇAISES

Elisée Reclus. **L'Evolution légale et l'Anarchie**	0,05
La Grève générale, son but et ses moyens	0,05
Lucien Hénault. **Le Parti ouvrier et l'Anarchie**	0,05
P. Delesalle. **L'action syndicale et les Anarchistes**	0,05
Charles Albert. **Aux Anarchistes qui s'ignorent**	0,05
Charles Albert. **Patrie, Guerre et Caserne**	0,10
Charles Albert. **A M. Emile Zola.**	0,10
Michel Bakounine. **La Commune de Paris et la notion de l'Etat**	0,10
Cafiero. **Anarchie et Communisme**	0,10
Louis Combe. **Un précurseur anarchiste**	0,10
G. Etievant. **Déclarations**	0,10
G. Etievant. **Deuxième déclaration**	0,10
Freiermann. **La législation ouvrière** (Rép. à Jaurès)	0,10
Jean Grave. **Enseignement bourgeois et libertaire**	0,10
Jean Grave. **Organisation, initiative, cohésion**	0,10
Burns et Kropotkine. **La grande Grève des Docks**	0,10
Pierre Kropotkine. **La morale anarchiste**	0,10
Pierre Lavroff. **La propagande socialiste**	0,10
Errico Malatesta. **Un peu de théorie**	0,10
Errico Malatesta. **Entre paysans**	0,10
A. Myrial. **Droits et devoirs** (Extrait de **Pour la vie**)	0,10
L. Niel. **Les Syndicats et la Révolution**	0,10
Elisée Reclus. **A mon frère le paysan**	0,10
Jean Richepin. **Quelques vers**	0,10
Georges Yvetot. **Vers la Grève générale**	0,10
Etud. Soc.-Rév.-Int. **Les Anarchistes et les Syndicats**	0,10
Sébastien Faure. **Les Crimes de Dieu**	0,15
Pierre Kropotkine. **Les Temps Nouveaux**	0,25
Errico Malatesta. **L'Anarchie**	0,15
R. Manzoni. **Le Prêtre dans l'histoire de l'humanité**	0,25
W. Tcherkesoff. **Pages d'histoire socialiste**	0,25
Léon Tolstoi. **Un procès en Russie**	0,25
Léon Tolstoi. **Le Patriotisme et le Gouvernement**	0,30
Alexandre Myrial. **Pour la vie**	0,50
IXme Congrès National des Bourses du Travail de France 1901	1,00
Joseph Dejacques. **L'Humanisphère**	1,00
W. Tcherkesoff. **Précurseurs de l'Internationale**	1,00
Gustave Lefrançais. **Souvenirs d'un révolutionnaire**	2,75
Pierre Kropotkine. **La Conquête du Pain**	2,75
G. Ferrero. **Le Militarisme et les Sociétés modernes**	2,75
Michel Bakounine. **Œuvres**	2,75
Charles Malato. **Philosophie de l'Anarchie**	2,75
G. Dubois-Desaulle. **Sous la Casaque**	2,75
Henri Leyret. **Les jugements du Président Magnaud**	2,75
C. Malato. **Révolution chrétienne et révol. sociale**	2,75
Léon Tolstoi. **Les rayons de l'aube**	2,75
Sébastien Faure. **La douleur universelle**	2,75

DEUTSCHE SCHRIFTEN

M. Nettlau. **Michael Bakunin** (Biographische Skizze)	0,40
Fritz. **Fabeln und Erzählungen**	0,30

Chansons avec musique, à 10 centimes

L'Internationale, La Carmagnole, La Marianne, La Grève générale, Le Père Peinard, Le Réveil, La Chanson du Gas, Bonhomme en sa maison, etc.

Cartes postales, à 5 centimes

Mensonge — Réalité

Portraits de Bakounine, à 20 centimes

Portraits de Kropotkine, à 20 centimes

Resoconto dal 26 settembre al 1° nevembre

ENTRATE

Vendita giornali ed opuscoli:

Chaux-de-Fonds : 14 — Chiasso : 2 — Dongio : 0,25 — Esch : 26,30 — Ginevra : 53,30 — Losanna : 19 — Lucerna : 10 — Menziken : 2 — Milano : 25 — Nyon : 1,75 — Pracchia : 1,45 — Rorschach : C. C. 10 e 10,70 — Saint-Triphon : 8,10 — San Bernardino : 1 — San Gallo : 8,30 — San Pier d'Arena : 15 — Thalwil : 10 — Trieste : 8,30 — Untertürkheim : 5 — X. : V. Z. 12 Totale 243 45

Abbonamenti :

Chaumes : T. 1.50 — Ginevra : E. F. 2 — L. D. 1 — Leontica : G. C. 1 — Milano : *Il Tempo* 3 — Parigi : J. P. 3 — Schinznach : Z. L. 2 Totale 13 50

Contribuzioni volontarie :

Donglo : G. G. 0,75 — Ginevra : B. P. 1 — St. 3 — Br. 1 — Jeanquimarche 30 — E. F. 1 — O. K. 1,50 — Au *Réveil* 3 — J. R. 5 — G. H. 5 — Lui 10 — Cal. 1 — Lausanne : W. 5 — Mendrisio : L. F. 2 — Renens : G. G. 2 — Saint-Triphon : G. C. 0,90 — San Gallo : A. B. 0,45 Totale 72 60

Totale entrate al 1° Novembre 329 55

USCITE

Déficit	15,25
Spese postali per corrispondenze e spedizioni	80 65
Composizione e tiratura a 2500 copie (N° 60 et 61)	188 —
Loyer	18 —
Secours au camarade R. M.	10 —
Acompte pour le *Chansonnier*	200 —
Totale uscite al 1° Novembre	511 90
Déficit	182 35

Nous avons aussi reçu 10 francs de Londres et 2 francs de Dolceacqua pour les détenus et les expulsés.

Pour laisser le temps au camarade administrateur de liquider le travail accumulé pendant sa détention, le prochain numéro paraîtra avec une semaine de retard et portera la date du SAMEDI 22 NOVEMBRE.

Nous attirons l'attention de tous les camarades sur le déficit considérable qu'il importe de combler le plus tôt possible.

L. BERTONI, éditeur responsable.

IMPRIMERIE COMMERCIALE, RUE NECKER 9.